Association Nivernais-Berry des Usagers du train (ANBUT)

Mobilisation, le 2 juillet, à Cosne

À l'heure d'une menace réelle sur les trains régionaux comme le Paris-Nevers, l'assemblée de l'ANBUT fut très animée, dimanche. La suite : mobilisation attendue, le 2 juillet, 19 h.30, à Cosne, avec élus et usagers.

Quelques semaines après le rapport Duron qui condamne plusieurs trains Paris-Province, l'assemblée de l'ANBUT fut essentiellement à charge contre le rapport et les organisateurs du réseau ferré en déliquescence, du point de vue de l'usager.

Il fallait compter, en plus de la trentaine de personnes présentes, près de 1.500 défenseurs du train qui ont signé la pétition de soutien aux trains Paris-Nevers...

Gaëtan Gorce, sénateur; Alain Dherbier, président de la CDC et Michel Veneau, maire de Cosne, se sont exprimés aux côtés des usagers pour réclamer un meilleur service ferroviaire, plutôt que des dessertes en bus, appelées à succéder au train si on laisse faire.

S'il faut bloquer Cosne ou Bercy...

Alexandre Blandin, président de l'ANBUT, résume l'état des lieux : « La décision est reportée au 7 juillet, ce qui nous laisse du temps pour nous retourner. On sera présent le 2 juillet, pour la réunion de Cosne, on mobilise les adhérents, membres du

bureau et on ne lâchera pas! On va aussi relayer l'enquête publique avec les maires. Cette étude nous permettra de mieux évaluer la fréquentation des trains, régulière, saisonnière, loisirs, weekend, vacances, travail... »

L'ANBUT sera aussi présente sur le marché de Cosne, le 12 juillet, espérant toucher du monde pour ce pont de quatre jours. Une autre action est prévue en août.

Que les cosnois bougent

Alexandre Blandin ajoute: « Malheureusement, on n'est pas maître du jeu. S'il faut bloquer les voies, on l'a déjà fait à Cosne, et on pourrait le faire à Bercy. Dimanche, on a eu France 3, ça va nous aider à nous faire entendre. À charge pour les politiques d'agir, on veut bien les aider. S'il faut aller voir le ministre, on est ouverts à cette solution ».

Le prochain objectif, est la réunion du 2 juillet, à Cosne, à laquelle un maximum d'élus est attendu. Le maire de Briare sera là, tout aussi concerné et mobilisé. Une réunion récente en cette autre ville du Val de Loire fut assez houleuse. Dans la Nièvre, la mobilisation démarre, enfin. Il faut aussi que les Cosnois se bougent...

Sur un second plan, l'ANBUT défend aussi la qualité du service ferroviaire. Et Alexandre Blandin est catégorique : « Globalement, la marche des trains, c'est de pire en pire... On a eu un retard de trois heures, vendredi. On était arrêté, sans eau, sans rien à manger, c'est inadmissible! Faut-il un mort pour raison médicale pour qu'on fasse quelque chose? En principe, un cadre peut ouvrir la Gare à Gien, Cosne, Nevers, mais personne ne se déplace! Donc, c'est le contrôleur qui prend... un jour, ça finira mal! »

Une appli smartphone pour noter les retards

Et de porter une autre critique : « Les voitures qui ont été payées par la région Bourgogne, on ne les voit plus, on ne sait pas où elles sont!»

Dans les rangs des usa-

gers résignés, on se dit que les retards actuels sont voulus, pour décourager les gens... Alors, le président de l'ANBUT, informaticien, a eu une idée connectée : « Toutes les semaines, on distribue une feuille aux adhérents pour pointer les retards. La semaine dernière, on m'a dit, fais une appli. Elle vient d'être créée. Ce sera plus efficace que des courriers, un moven supplémentaire pour se faire entendre. Je vais la tester cette semaine, et la mettre en ligne début juillet... »

Cette appli permettra aussi aux usagers et adhérents de l'ANBUT d'échanger, toute l'année.

HERVÉ MARTIN

Entretien au ministère...

Les présidents de régions et le sénateur Gorce ont rencontré Jean Mallot, conseiller spécial d'Alain Vidalies, secrétaire d'État aux transports.

« Nous avons indiqué notre opposition à la proposition de transfert de l'exploitation de la ligne de l'État vers les Régions. Nous avons indiqué que la commission forge son analyse non pas sur la liaison dans son ensemble mais en parcellisant l'offre (Paris-Montargis, Montargis-Cosne, Cosne-Nevers) et ne prend pas en compte les relations pendulaires quotidiennes des habitants de chacune des villes desservies qui vont travailler à Paris. Nous avons demandé à l'État de continuer à assumer l'exploitation de la ligne et d'annoncer sa décision dans les meilleurs délais afin que la discussion puisse porter sur l'amélioration des dessertes, des rames, des locomotives, du prix des billets et de la qualité de service des usagers.

Nous avons le sentiment d'avoir été compris et attendons les annonces que le gouvernement devra faire non plus le 3 mais le 7 juillet prochain ».

Gaëtan Gorce, Jean-Pierre Sueur, François Bonneau, François Patriat.